



AVIS sur le déroulement de la campagne et les perspectives de récoltes au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun.

Concertation technique du **DISPOSITIF RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES (PREGEC)**

Réunis en ligne du 14 au 16 septembre 2026, les participants à la concertation régionale du dispositif de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun, ont évalué à mi-parcours le déroulement de la campagne agropastorale 2026-2027, et ont tiré les conclusions suivantes :

1. Déroulement de la campagne

Dans le cadre des préparatifs de la campagne agropastorale 2026-2027, les gouvernements ont octroyé des soutiens significatifs au secteur rural, tels que des subventions pour les intrants, la mécanisation et l'aménagement des bas-fonds dans le but de favoriser les activités agricoles et pastorales.

La situation pluviométrique 2026-2027 est marquée par l'influence du phénomène El Niño, ainsi que par une forte variabilité spatiale et temporelle des précipitations. Dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, du Sahel et au Cameroun, les cumuls pluviométriques ont été globalement proches de la normale à déficitaires. Cette campagne est ponctuée, par endroits, de séquences sèches relativement longues. Dans les pays du Golfe de Guinée, la fin de la grande saison des pluies a été normale à précoce, tandis que le début de la petite saison des pluies reste timide au 31 août 2026.

En perspective, les conditions météorologiques actuelles sont favorables à la poursuite des précipitations jusqu'en octobre dans les zones sahéliennes et sahélo soudaniennes, tandis que le littoral des pays du golfe de Guinée continuera d'enregistrer des précipitations jusqu'en novembre.

La situation hydrologique en Afrique de l'Ouest et au Sahel se caractérise par des écoulements globalement moyens à légèrement supérieurs à la normale hydrologique de la période 1991-2020. Toutefois, dans plusieurs grands bassins, notamment ceux du Niger, du Sénégal et du Lac-Tchad, les niveaux d'eau restent inférieurs à ceux enregistrés à la même période en 2025, année marquée par des écoulements excédentaires par rapport à la normale. Par ailleurs, les taux de remplissage des principaux barrages suivis connaissent une amélioration, mais demeurent globalement inférieurs aux niveaux enregistrés à la même période en 2025.

Sur le plan agricole, la saison a connu un début globalement normal à tardif, marqué par des séquences sèches longues dans plusieurs localités

Organisée par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel avec l'appui de ses partenaires, la réunion du PREGEC de septembre a permis de réaliser une évaluation à mi-parcours de la campagne agricole et dégager les perspectives agricoles et alimentaires.

LEADERS POLITIQUES ET ANIMATEURS TECHNIQUES DU RPCA



de la région. La campagne agricole 2026 indique une évolution contrastée en Afrique de l'Ouest et au Sahel, avec un risque de baisse de rendement particulièrement prononcé dans la bande sahélienne, au Cabo Verde, au Niger et au Tchad. Toutefois, la poursuite de pluies favorables en septembre-octobre pourrait améliorer les perspectives de production dans plusieurs zones. En outre, les inondations, l'insécurité civile, les attaques phytosanitaires et les pertes post-récolte représentent des facteurs majeurs susceptibles d'aggraver le déficit prévu. La mise en place rapide de mesures anticipatoires est donc nécessaire pour éviter que les déficits de production ne débouchent sur des crises alimentaires.

La situation phytosanitaire de la campagne agricole 2026 est marquée par une relative accalmie, avec néanmoins des infestations maîtrisées dans certains pays : des attaques de la chenille légionnaire d'automne *Spodoptera frugiperda* et des chenilles défoliatrices dans la plupart des pays ; des sauteriaux dans les pays du Sahel (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) et au Bénin ; des oiseaux granivores (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal) ; des insectes floricoles des céréales au Mali, au Niger et au Tchad ; des mouches des fruits (Bénin, Guinée-Bissau, Mali, Sénégal et Togo) et des jassides (*Amrasca biguttula*) sur cotonnier et autres cultures horticoles (Bénin, Mali et Togo). La propagation de la variante ougandaise de la Mosaïque Est-Africaine du manioc (EACMV_Ug) a été confirmée en Côte d'Ivoire à la suite d'une enquête épidémiologique, après que cette souche hautement agressive a été signalée en Guinée et en Sierra Leone. La rouille du gingembre a également été signalée au Togo cette année. Concernant le Criquet pèlerin, la situation reste calme, mais la vigilance est de mise en raison de la présence de faibles effectifs dans les pays du Sahel.

2. Perspectives de productions

Les perspectives de production pour la campagne 2026-2027 sont globalement favorables pour les racines et tubercules, et mitigées pour les productions céréalières dans les pays sahéliens. Les prévisions de production céréalière de la campagne agricole 2026-2027 sont estimées à 62,8 millions (hypothèse basse) et 71,1 millions (hypothèse haute) de tonnes. Il convient de souligner que ces chiffres n'intègrent pas encore les perspectives de production du Burkina Faso, de la Guinée, du Niger et du Liberia. L'hypothèse basse indique une baisse d'environ 3% par rapport à l'année dernière et une hausse de 11 % par rapport à la moyenne quinquennale. En cas de bonne fin de campagne (hypothèse haute), la production pourrait augmenter de 2 % par rapport à l'année dernière et de 31 % par rapport à la moyenne quinquennale. Toutefois, des baisses importantes de production sont attendues au Cabo Verde et Tchad. La production totale de racines et tubercules est estimée entre 258 millions (hypothèse basse) et 272 (hypothèse haute) millions de tonnes, soit une hausse de 4 % par rapport

à la campagne précédente dans l'hypothèse basse, et une hausse de 11 % dans l'hypothèse haute. Quant aux autres cultures (arachide, niébé, sésame, cacao, coton), elles enregistreraient, dans l'ensemble, une baisse de 3 % par rapport à 2025 en hypothèse basse et une augmentation de 5 % en hypothèse haute.

3. Situation pastorale

La situation pastorale au Sahel et en Afrique de l'Ouest reste préoccupante au 31 août 2026, sous l'effet combiné de l'insécurité et du retard dans le développement de la végétation, consécutif à l'irrégularité des précipitations dans plusieurs zones sahéliennes et sahariennes. Plus de 60 % de la zone sahélienne présentent une disponibilité fourragère inférieure au seuil critique de 100 kg de matière sèche/ha, ce qui renforce la dépendance aux résidus de biomasse et la vulnérabilité du cheptel. En revanche, les zones soudanaises et guinéennes disposent encore d'une biomasse fourragère abondante, constituant ainsi des réservoirs stratégiques pour l'alimentation du bétail et des pôles d'attraction pour les mouvements de transhumance régionale. Toutefois, la baisse des niveaux d'eau est déjà observée sur près de 80 % des points d'eau sahéliens, avec des situations particulièrement préoccupantes en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Tchad. Dans ce contexte, les principaux risques sont l'épuisement précoce des ressources pastorales, les déplacements anticipés ou inhabituels des troupeaux et l'intensification des conflits agro-pastoraux. La situation sanitaire du cheptel reste globalement stable. Toutefois, quelques foyers sporadiques de pasteurellose, de fièvre aphteuse, de dermatose nodulaire contagieuse et de peste des petits ruminants (PPR) ont été observés. Ces cas, bien que limités, rappellent la nécessité d'une vigilance accrue dans les zones à forte densité pastorale et le long des corridors de transhumance.

4. Situation des marchés

L'approvisionnement des marchés régionaux reste globalement satisfaisant, soutenu par les bonnes productions de la campagne précédente, les stocks de report et l'arrivée des premières récoltes de la campagne 2026/2027. Toutefois, des contraintes sécuritaires perturbent le fonctionnement et l'accès à ces marchés, notamment dans le Liptako-Gourma, le bassin du Lac Tchad et certaines parties du Nigeria et du Cameroun. La hausse des prix du carburant ainsi que le maintien de restrictions commerciales et frontalières continuent également d'entraver les flux transfrontaliers et d'accroître les coûts de Transactions. Les prix des céréales locales restent généralement favorables dans la plupart des marchés en comparaison à la moyenne quinquennale (autour de -10 à -30%). Néanmoins, les prix du riz importé demeurent élevés sur plusieurs marchés en raison des coûts élevés de transport et de logistique (jusqu'à 25%, voire plus).

Hormis les zones affectées par l'insécurité et les vols de bétail, les prix du bétail sont restés à la hausse dans un contexte de demande soutenue et de coûts de transaction élevés. En perspective, les prix des denrées locales devraient diminuer de manière saisonnière à partir de septembre/octobre avec l'arrivée des récoltes. Cette baisse pourrait toutefois être moins marquée dans les zones sahéliennes où les perspectives sont moins prometteuses. L'insécurité, les impacts d'El Niño et les tensions géopolitiques autour de la mer Noire et au Moyen-Orient sont les risques persistants affectant les marchés et les prix régionaux.

En août 2026, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi à 133,3 points, en hausse de 1,9 % par rapport à juillet 2026 et de 2,5 % sur une période d'un an. En particulier, l'indice des prix des céréales a augmenté de 2,2 %, atteignant son niveau le plus élevé depuis mai 2024, sous l'effet notamment de la hausse du sorgho, du blé, de l'orge et du maïs. Les prix internationaux du riz ont également progressé, mais de manière plus modérée, avec une hausse de 0,5 % en août 2026. Dans l'ensemble, la remontée des indices internationaux, notamment celui des céréales, constitue un élément à suivre attentivement au regard de ses effets potentiels sur les marchés régionaux en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

5. Recommandations

À l'endroit des États

- Renforcer le dispositif de suivi des prix des denrées alimentaires de base afin d'anticiper d'éventuels impacts négatifs sur la sécurité alimentaire ;
- Renforcer les capacités opérationnelles des services nationaux de protection des végétaux pour la surveillance et la lutte phytosanitaires ;
- Anticiper et renforcer la prévention dans les zones à risque, en positionnant à temps les stocks alimentaires et fourragers et en renforçant les filets sociaux pour les ménages vulnérables.

À l'endroit des OIG (CEDEAO, CILSS, UEMOA, AES/ALG)

- Renforcer la coordination et l'appui à la veille phytosanitaire et l'alerte précoce régionale afin d'anticiper les risques phytosanitaires émergents, notamment les maladies virales du manioc ;
- Renforcer la coordination régionale et la mobilisation des mécanismes d'anticipation et de réponse pour prévenir les risques alimentaires, pastoraux et phytosanitaires dans les zones vulnérables ;
- Renforcer la concertation entre le Centre Climatique Régional et les Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHNs) pour suivre l'influence d'El Niño sur les conditions météo et ses éventuels impacts sur la sécurité alimentaire ;
- Renforcer le dialogue transfrontalier et les mécanismes de facilitation de la mobilité, et poursuivre le dialogue avec les pays appliquant des restrictions.

À l'endroit des partenaires techniques et financiers

- Renforcer l'appui technique et financier aux actions anticipatoires ciblant les zones à risque alimentaire, pastoral et phytosanitaire, en privilégiant le prépositionnement des stocks et des intrants, ainsi que la protection des moyens d'existence.

Fait en ligne le 16 septembre 2026

PARTENAIRES TECHNIQUES



PARTENAIRES FINANCIERS

